

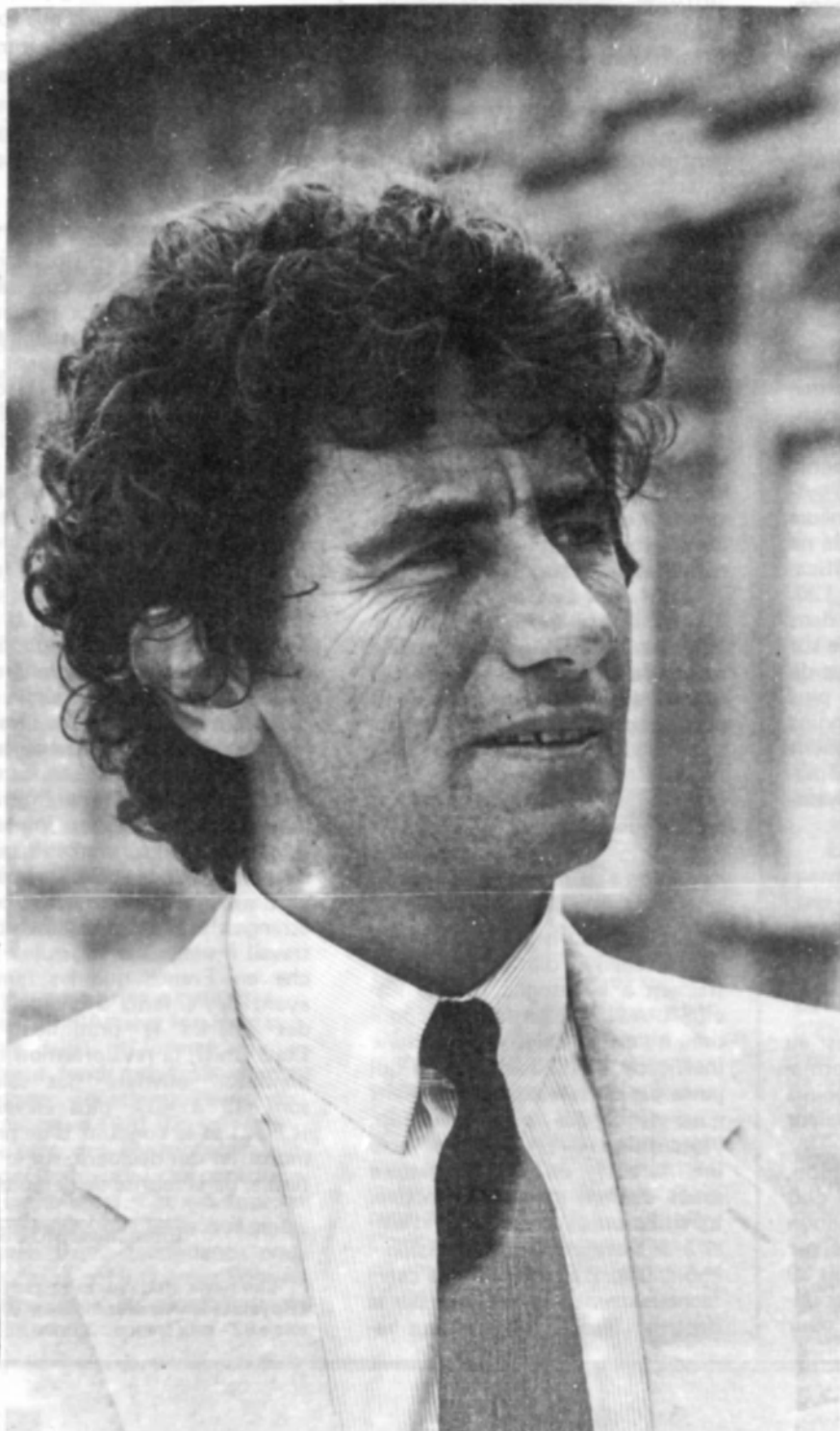
royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

brejnev
quel bilan ? (p. 5)

jack lang à "royaliste" :

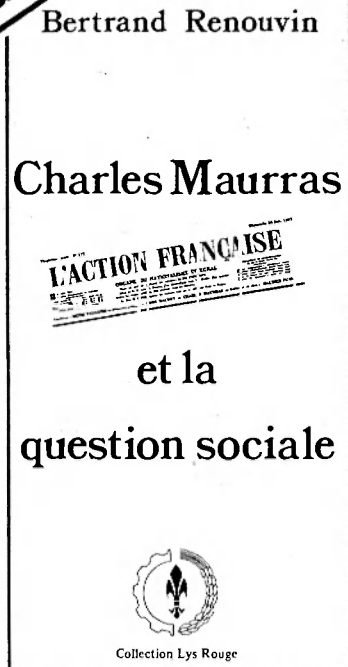


**"la culture
doit être
le moteur
de la
relance
économique"**

DU 25 NOVEMBRE AU 8 DÉCEMBRE 1982 - 12ème année - N° 370 - 6 F

M 2242 - 370 - 6 F

souscrivez !



« Charles Maurras, l'Action française et la question sociale », c'est un livre politique dont nous avons retracé les enjeux dans le numéro 367 de « Royaliste ». Mais c'est aussi un livre d'Histoire du plus haut intérêt sur un thème peu connu, et à ce titre il constitue une bonne idée de cadeau pour les fêtes de fin d'année... à se faire offrir, ou à s'offrir à soi-même !

Ce livre de 224 pages est présenté sous une élégante couverture (deux couleurs, pelliculée), il comporte un portrait de Charles Maurras, un index des noms cités et des annexes explicatives.

Vous pouvez l'obtenir à un prix de faveur en prenant commande avant le 10 décembre : 78 F (83 F port compris). Après cette date ces prix seront respectivement de 98 F et 103 F.

BON DE SOUSCRIPTION

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

souscrit exemplaire(s)
du livre de Bertrand Renouvin,
et verse pour cela la somme de :

.....
à l'ordre de « Royaliste », 17, rue
des Petits-Champs 75001, Paris.

NATION FRANÇAISE

chômage des jeunes : comment lutter ?

L'emploi des jeunes hypothèque l'avenir de la nation. A moyen terme, un coup d'importance peut être porté contre le chômage, par la formation professionnelle. Mais à plus long terme ?

L'adoption d'une politique, qui vise la réduction de l'inflation et la relance des investissements, risquait de faire disparaître la lutte contre le chômage du rang des priorités. Le gouvernement ne semble pas obéir à cette tentation, même si le discours sur l'emploi perd parfois de sa force passée. Sans doute les socialistes ressentent-ils le mal plus profond et plus tenace qu'il n'y paraissait naguère, lorsque la situation d'opposition permettait les promesses inconsidérées.

Les efforts récents pour l'emploi ont porté sur la formation professionnelle. En 1979 existaient 9.000 organismes de formation professionnelle, contre 13.000 aujourd'hui. Pierre Mauroy a marqué l'attention qu'il portait à ce secteur en le coiffant d'un ministère à part entière, avec un budget augmenté de 30% par rapport à l'an dernier.

Mais, si l'on créait, rapidement, 500.000 emplois dans l'informatique, bien peu seraient pourvus, faute de personnel qualifié. L'exemple dénonce une décennie de négligence et un échec du système éducatif. 900.000 chômeurs ont de 16 à 25 ans; la moitié ne possède ni diplôme, ni qualification. Chaque année, ils sont 120.000 à abandonner l'école dans une telle situation, soit 1 élève sur 3. 30% des 430.000 chômeurs de longue durée (c'est-à-dire plus d'un an) appartiennent aux moins de 25 ans. Ces chiffres désignent une triste particularité du chômage en France : il frappe sévèrement la jeunesse.

DES MESURES A COURT TERME

Le plan « avenir jeunes » est au centre du dispositif pour la formation professionnelle; trois points forts, qui ne sont pas de valeur égale :

— le contrat emploi-formation, créé en 1977. L'employeur doit fournir à l'employé une formation dont le coût est remboursé par l'Etat. Du 1er juillet 1980 au 30 juin 1982, 128.566 contrats emploi-formation ont conduit pour

126.566 d'entre eux, à des contrats de travail permanent. Le plan Le Garrec prévoit pour les mois prochains 50.000 contrats supplémentaires soutenus par 1 milliard de crédits nouveaux.

— La qualité principale des stages d'insertion, de mise à niveau ou de qualification (417 millions de F de crédits) est leur implantation locale, qui conduit généralement à l'acquisition d'un emploi.

— Les stages « jeunes volontaires », installés début 1982, consistent à mettre au service d'une municipalité ou d'une association des jeunes sans travail, qui se verront rémunérés par l'Etat, le plus souvent pour effectuer une tâche sans intérêt. Un aspect « chantier de jeunesse », qui évite les maux qu'engendre la situation de chômeur, mais ne prépare pas sérieusement l'avenir.

Pour les 16-18 ans, des mesures spécifiques sont retenues, qui soulignent l'importance de la formation professionnelle pour cette tranche d'âge, tout juste sortie du circuit scolaire. 100.000 stages de formation sont mis à leur disposition. L'action municipale demeure privilégiée, avec la mise en place de missions locales pour l'orientation et l'insertion.

Ainsi Jean Le Garrec et Marcel Rigout s'inspirent-ils du rapport Schwartz* sur « l'insertion sociale et professionnelle des jeunes », demandé dès le début du septennat par François Mitterrand.

CONTRE LA NORMALISATION DU CHOMAGE

Encore faut-il que les structures d'accueil et d'information participent à la besogne, avec efficacité. L'A.N.P.E. est loin de répondre à cette exigence, machine inefficace et rebutante pour qui passe par ses services. Le mal vient aussi de ce que, pour beaucoup, l'inscription à l'A.N.P.E. semble une fatalité, un rite obligatoire avant d'entrer dans la vie active. La situation de chômeur tend ainsi à se normaliser : « Profession : chômeur ». Pour remédier à cette fâcheuse mentalité, inoculée par la doctrine giscardienne, il faut re-

de gau

Dans un article publié par « Le Monde » du 9 novembre, M. Pascal Sigoda défend l'idée d'un de Gaulle rebelle à toutes les idéologies, et notamment à la doctrine de l'Action française et à celle du socialisme. La réflexion est intéressante et M. Sigoda ne manque pas de bons arguments pour établir sa thèse. Mais pourquoi faut-il que, passant de la démonstration à l'affirmation, il en vienne à nier le projet monarchique du général de Gaulle ?

Pour M. Sigoda, « la pensée constitutionnelle du général de Gaulle est nette : quels que soient les regrets, la monarchie est maintenant impossible, hors réalité, nuisible à l'unité et au rassemblement national. » C'est aligner, en une seule phrase, beaucoup de contre-vérités :

placer le chômage en situation de mal insupportable à combattre en priorité, encourager la recherche personnelle d'un travail, faire jouer des solidarités souvent oubliées, favoriser peut-être la création de comités de chômeurs qui puissent, ensemble et sur le terrain, maîtriser leur avenir, et non plus s'abandonner, dans le désespoir et la facilité, à un système d'assistance néfaste.

VOIR PLUS LOIN

Mais la lutte contre le chômage s'inscrit aussi dans les grands choix de politique générale : la réduction du temps de travail, vers laquelle sont réaménagés les contrats de solidarité, concernant jusqu'ici les départs en pré-retraite, la réglementation des implantations (10.000 licenciements menacent chez Usinor et Sacilor, dûs en partie à la concurrence des aciers étrangers), le développement du travail à temps partiel, qui ne touche en France que les femmes ayant des enfants à charge (21% des salariés le pratiquent aux Etats-Unis), la revalorisation de la condition ouvrière (les salaires sont 30 à 40% plus élevés en R.F.A.) et la conduite d'un projet industriel qui décidera, sur le long terme, de la reprise de l'emploi.

Emmanuel MOUSSET

* Lire notre étude sur ce rapport dans « Royaliste-Université » numéro 21 : octobre 82 - prix franco : 3 F.

Ile et le comte de paris

La pensée constitutionnelle du général de Gaulle nourrit toujours un débat passionnant. Encore faut-il utiliser des arguments valables.



— la pensée constitutionnelle de de Gaulle est très nettement marquée par l'esprit monarchique, tel qu'il s'exprime dans le souci d'arbitrage, d'unité, de continuité et d'indépendance de l'Etat. Pour plus de détail, nous renvoyons M. Sigoda à la thèse que Dominique Decherf a consacrée à ce sujet, (1)
— de nombreux témoins démentent l'affirmation selon laquelle la monarchie serait « impossible » : notamment Philippe de Saint Robert qui, citant les paroles du Général, montre que celui-ci a instauré une monarchie élective et qu'il avait songé à la monarchie héréditaire (2),
— les textes du général de Gaulle lui-même montrent que, loin

d'être « nuisible » à l'unité, la monarchie, incarnée par le comte de Paris, ne cesse et ne cessera d'être associée au destin de la France. C'est ce que le Général écrit au comte de Paris à l'occasion du mariage de son fils aîné : « parce que la vie de votre famille s'identifie avec notre histoire, parce que ce qui vient de vous dans le présent est exemplaire pour le pays, parce que votre avenir, celui du prince Henri, celui des vôtres, sont intégrés aux espérances de la France, je salue l'union que Dieu va bénir comme un grand événement national. »

Citons encore la lettre que le général de Gaulle adressa au comte de Paris en décembre 1969 : « En ce qui me concerne, le terme est venu. Vous, Monseigneur, demeurez intact, clairvoyant et permanent, comme l'est, et doit le rester, pour la France, ce que vous personnifiez de suprême dans son destin. »

Tels sont les textes, qui sont parfaitement clairs. Comment M.

Sigoda peut-il les ignorer ou les négliger ? Comment peut-il se moquer de la « légende d'un de Gaulle s'offrant à servir de marche-pied au comte de Paris » ? Non seulement la phrase est caricaturale, mais la thèse soutenue est contredite, une fois encore, par des témoignages irrécusables :

— d'abord celui du comte de Paris dans ses « Mémoires » (3) : si celui-ci avait fabriqué une « légende », comment expliquer que les proches du général de Gaulle, l'Amiral Philippe de Gaulle par exemple, ne l'aient pas détruite ?
— ensuite le témoignage tout récent du général de Boissieu, gendre du général de Gaulle, qui confirme en tous points les Mémoires du comte de Paris. (4)

M. Sigoda est-il en mesure d'infirmer, par les textes et par les faits, de tels témoignages ? Qu'il essaie donc de le faire : nous attendons avec intérêt sa démonstration.

B. LA RICHARDAIS

(1) D. Decherf - L'institution de la monarchie dans l'esprit de la Vème République - L.G.D.J. Prix franco : 110 F.

(2) Ph. de Saint-Robert - Les Septennats interrompus - Laffont. Prix franco : 53 F.

(3) - Mémoires d'exil et de combat - Atelier M. Jullian. Prix franco : 75 F.

(4) Alain de Boissieu - Pour servir le Général - Pion. Prix franco : 82 F.

qui veut la guerre scolaire ?

Une fraction du P.S. chercherait-elle à rallumer la guerre scolaire ? Divers incidents le donnent à penser. Jeu singulièrement dangereux.

Ils étaient quinze mille à Paris le 6 novembre venus pour la plupart de Picardie à l'appel de l'UNAPEL (Union Nationale des Parents d'Elèves de l'Enseignement Libre) pour protester contre le refus du ministère de l'Education Nationale de subventionner le Centre de Formation Professionnelle d'Amiens destiné à préparer les futurs instituteurs catholiques à leur métier. Ce centre déclare le ministère après de filandreux calculs d'apothicaire ne pourra former que dix-huit élèves maîtres susceptibles de trouver un débouché dans l'Académie. Or au dessous de vingt élèves l'établissement n'est pas viable. Question d'échelle. Ne gaspillons pas l'argent des contribuables !

Il n'y aurait rien à redire si :
1/ Le CFP d'Amiens fondé en septembre 1981 et financé uniquement sur fonds privé n'avait correctement fonctionné avec dix-sept élèves en 1981-82,
2/ l'argent des contribuables n'était pas aussi celui des contribuables catholiques. Ceux-ci sont en droit d'exiger que les responsables auxquels ils font confiance pour élever leurs enfants aient voix au chapitre dans la répartition de cette manne,

3/ le ministère n'avait fait de la rentrée 82 dans le secteur public une joyeuse pétardière avec tous les gaspillages que cela implique.

Il y a plus grave : le cas d'Amiens n'est pas isolé. Tantôt les lycées privés se voient refuser le droit d'ouvrir des sections préparant au Brevet de Technicien Supérieur (quatorze refus sur vingt neuf demandes !) Tantôt des maîtres du secteur privé reçus au CAPES ou à l'Agrégation sont mutés d'office dans la fonction publique alors qu'ils avaient auparavant le droit de demeurer dans le secteur privé.

Et quatre cent deux municipalités socialistes ont supprimé leurs subventions aux écoles libres.

Le ménage Lacouture s'est entendu répéter au cours de son tour de France que la question scolaire est un des rares brandons qui peut mettre le feu aux poudres dans un pays plutôt apathique et irénique. Le chef de l'Etat le sait lui qui aurait assuré au Vatican que le statu quo serait préservé. Se laissera-t-il grignoter par les instituteurs aliborons du S.N.I. modèle petit père Combes qui sont en train de coloniser la rue de Grenelle et l'Assemblée nationale.

Jean-Pierre LEBEL

amnistie (suite)

Comme nous le prévoyions dans notre dernier numéro il semble bien que les sectaires du groupe parlementaire socialiste n'auront pas le dernier mot en matière d'amnistie.

Le chef de l'Etat ne pouvait se permettre de plier face aux diktats de Joxe et de Jospin et de renoncer à son œuvre de réconciliation nationale. Cela serait revenu à restaurer le régime des partis. Et il lui était d'autant loisible d'être ferme que c'est lui qui a recréé le P.S. à partir des cendres de la SFIO, qu'il a littéralement fait son parti et non l'inverse.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, il semble que l'on s'achemine finalement vers une des trois solutions suivantes :

— Ou bien après votre intégral de la loi d'amnistie par le Sénat de toute façon favorable le projet en sa forme primitive revient devant l'Assemblée. Les députés PS se

déjugent, le votent... et avalent leur képi.

— Ou bien le gouvernement dépose le projet devant l'Assemblée en vertu de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. Dans ce cas le texte est adopté sans vote sauf si une motion de censure est déposée et obtient la majorité absolue. Dans ce cas les députés socialistes se suicident. Gageons qu'ils préféreront encore avaler leur képi.

— Ou bien le projet est modifié ne prévoit pas que les officiers généraux ex-OAS sont réintégrés d'office dans la deuxième section du cadre de réserve, mais seulement sur demande de leur part. Petite mesquinerie qui sauve un peu la face au groupe parlementaire P.S., mais cache mal le désaveu présidentiel franc et masqué.

Décidément Mitterrand vaut mieux que les apparatchiki de son parti. Il est vrai que ce n'est pas très difficile.

A.F.

un «ailleurs» qui nous est proche

Samedi 6 et dimanche 7 novembre, se tenait la convention nationale du Mouvement des Démocrates, animé par Michel Jobert. Démocratie locale vivante, nouvelle citoyenneté, refus des idéologies qui divisent les Français, volonté d'indépendance nationale; les royalistes ne pouvaient rester indifférents à ce qui se passe «ailleurs».

La présence d'une délégation de la NAR à cette convention devait donc permettre d'une part de montrer notre intérêt pour ses travaux, d'autre part de renforcer encore les liens existant entre les deux mouvements. N'était-ce pas l'occasion de faire le point sur nos positions respectives, à quelques mois des élections municipales ?

C'est sur cette question que Louis Feuvrier, conseiller national du Mouvement des Démocrates, devait ouvrir la séance de samedi : Nous devons faire mieux en 1983 que lors des élections municipales de 1977, «parce que l'affrontement partisan intéresse de moins en moins les Français; parce que de nombreux citoyens veulent plus d'ouverture, plus de liberté, plus de responsabilité, parce qu'il existe des déçus de l'opposition. Ceux-ci sont aussi à la recherche d'une attitude plus sincère et plus profonde et veulent pour la France un bon avenir collectif. L'alternance a eu lieu en 1981 parce que la majorité était diverse; ne l'oublions pas dans les mois à venir, sinon la majorité connaîtra des déceptions électorales comme cela s'est produit au début de l'année. Chaque comité (...) pourra s'associer à d'autres partenaires de la majorité ou conduire une liste regroupant tous ceux qui veulent l'émergence d'une démocratie vivante.»

De son côté Bertrand Fessard de Foucault soulignait que «l'autre remède à la crise est la France elle-même» et ajoutait «le Marché Commun est périmé tel qu'il fonctionne. Il empêche le redressement non seulement de la France mais de chacun de nos partenaires... (...) La France pourrait aussi enclencher une réflexion salutaire en fermant l'histoire commencée à Yalta, en quittant l'Alliance Atlantique.»

Cette volonté du Mouvement des Démocrates d'axer sa campa-

gne autour de l'idée de «nouvelle citoyenneté» et de s'associer à tous ceux qui, ayant soutenu François Mitterrand en 1981 ne se reconnaissent pourtant ni dans la Gauche ni dans aucun des quatre grands partis, devait se trouver illustrée dans la séance du dimanche après-midi où des invités extérieurs apportèrent leur témoignage. Parmi eux, aux côtés de représentant du Parti socialiste et du Mouvement des Radicaux de gauche, Léo Hamon et Bertrand Renouvin. Pour l'ancien ministre de Pompidou, «le pseudolibéralisme antérieur (...) se teintait d'impuissance et de résignation à l'impuissance dans un temps de mutation économique qui commande l'action».

Bertrand Renouvin, particulièrement applaudi, a rappelé lui aussi, au nom de la Nouvelle Action Royaliste, l'opposition vigoureuse qui avait été la nôtre à la politique menée par Giscard. Après avoir cité l'exemple de l'Espagne où seule l'institution monarchique avait permis le rétablissement de la démocratie et des libertés, il ajoutait : «Vous avez raison de repenser la démocratie comme nous essayons de repenser l'économie et la politique. Cela devrait nous inciter à travailler ensemble (...) nous voyons réapparaître les privilèges, certaines féodalités politiques, les corporatismes. Il faut briser les tabous, celui du libéralisme économique, du Marché commun, de l'Alliance atlantique.»

Quant à Michel Jobert, il a dans son discours de clôture réaffirmé son soutien à l'action menée par le président de la République, «parce qu'il parle français», parce qu'il y a chez lui «cette exigence que la France existe au travers de son histoire, de sa langue, de sa culture».

Anne SUROI

Walesa libéré, le pape en Pologne le 18 juin prochain... En quelques jours les événements se sont de nouveau précipités en Pologne, créant d'abord la confusion, le soulagement et la perplexité.

débloquer une situation

SOLIDARITE AVEC SOLIDARITE



Cela a commencé par une déclaration du primat Mgr Glemp dont a trop rapidement dit qu'elle constituait un ralliement à la normalisation du général Jaruzelski. Certes, Mgr Glemp affirmait nettement son opposition à la grève générale déclenchée par Solidarité clandestine. Mais sur le moment, on ignorait les conditions que l'Épiscopat avait imposées à l'apaisement, comme garanties précisément de la paix civile. On sut lorsque la libération de Lech Walesa fut annoncée par les autorités de Varsovie.

L'épiscopat polonais avait donc demandé et obtenu des assurances et des garanties. Outre la libération du chef de Solidarité, il recevait l'assurance morale que les autres prisonniers seraient progressivement libérés et que l'on irait ra-

pidement vers la fin de l'état de guerre. Jaruzelski donnait également son accord pour un deuxième voyage du pape, le 18 juin 1983. C'était de sa part un risque assez considérable si l'on se souvient des suites de la première visite du pape dans son pays en 1979. Tout s'en était suivi, les grèves, les accords de Gdansk, Solidarité...

Mais la démarche de l'épiscopat, unanime au-delà des divergences qui existent entre évêques de Pologne, s'expliquait par une analyse commune qui semble être également celle de Walesa. La résistance clandestine est promise pour le moment à une impasse, si non à une escalade dont les conséquences seraient tout à fait dramatiques. Dans ces conditions, il importe de relancer les négociations avec le poids moral de l'épiscopat et la rentrée de Walesa sur la scène politique. D'où la lettre du caporal au général, où le premier propose au second de reprendre la discussion.

Il est difficile de mesurer la marge de manœuvre qui permettra au chef de Solidarité de se constituer en interlocuteur du pouvoir. Mais les premiers gestes de Walesa, ses premières paroles, expriment assez qu'il est hors de question pour lui, de se traire ou de rentrer dans le rang. Jaruzelski a du soupeser le poids de cet encombrant personnage rendu à la liberté et à la parole. D'autre part il est difficile à l'État polonais de se sortir d'un état de dénuement, aussi isolé, si dépourvu d'appui dans la population. Y a-t-il un nouvel espace libre pour le dialogue social, ne serait-ce que dans le cadre des nouvelles lois syndicales ? On le saura bientôt.

Mais le dénuement du pays, la misère noire de sa population ont pesé lourd dans l'initiative de l'épiscopat. Craignant le désespoir de la jeunesse, la multiplication des actes inconsidérés, voyant trop l'impasse d'une révolte absolue, les évêques ont tenté de débloquent la situation. Il est trop facile de les critiquer. Même si ce qu'ils ont obtenu s'avère fragile, ils ont travaillé pour le bien commun et l'espoir n'a pas encore basculé dans l'absurde, même si cette patience infinie est des plus tragiques.

Michel DOMIS



Par delà la pompe et les fastes du communisme commémoratif, la mort de Brejnev est l'occasion de rappeler quelques vérités sur le néo-stalinisme.

L'héritage de brejnev

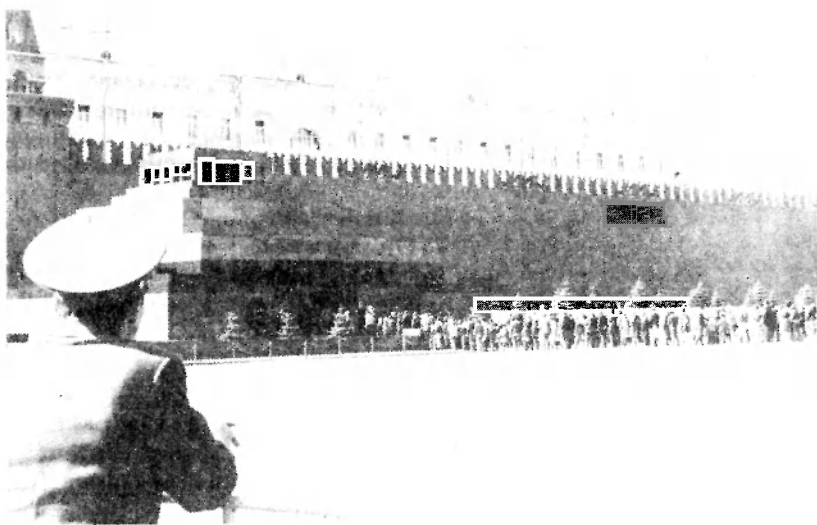
Et d'abord de mettre fin à l'image fausse du «Tsar rouge». On doit savoir gré à Mme Marie-France Garaud d'avoir insisté récemment à la télévision sur le caractère collégial de la direction politique en URSS, dont Léonid Brejnev n'était que le porte-parole d'ailleurs de plus en plus absent. Ceci permet de comprendre à la fois la remarquable permanence d'une politique extérieure menée sans à-coups notables depuis près de vingt ans et la facilité avec laquelle la question de la succession a été résolue. Les autres dirigeants, sans doute, fortement marqués par le désarroi qui a saisi le parti à la mort de Staline et par le dérisoire retour au culte de la personnalité sous Krouchtchev, ont opté dès 1964 pour l'équilibre et la stabilité afin de doter l'URSS de tous les moyens d'une grande puissance et d'abord militaire. Il est certain que le rappel du camouflet de Cuba en 1965 face à l'autre puissance impériale et le retard pris dans tous les domaines, a permis de resserrer les rangs et d'obtenir cette division du travail qui fait que ceux qui apparaissent sur le devant de la scène n'ont pas toujours le rôle le plus important. Il suffit, de ce point de vue, de considérer «l'œuvre» d'un Sousslov, récemment décédé, notamment dans l'affirmation de l'hégémonie des Soviétiques sur les pays satellites, pour voir toute la distance qui sépare nos directions politiques personnalisées en Occident et le fonctionnement du centre de décision soviétique.

Faut-il pour autant voir en Moscou une Mecque infallible dont la puissance n'aurait cessé de progresser et donc chaque semblant d'échec camouflerait un succès ? Une certaine presse en France se prête avec délice à ce jeu dangereux qui ne peut à terme qu'affaiblir les volontés de résistance.

UN BILAN A NUANCER

Un bilan de «l'ère Brejnev» doit être beaucoup plus nuancé ! D'abord parce qu'elle est marquée par un très net recul de l'idéologie communiste et de la fascination qu'un Staline ou qu'un Krouchtchev

pouvait encore inspirer à certains occidentaux. La volonté de faire de l'URSS la grande puissance à part entière a parallèlement marqué la fin des espérances d'une révolution mondiale organisée à partir des pôles communistes nationaux : la révélation des échecs des périodes précédentes par laquelle commence toute remise en ordre économique, la militarisation à outrance et l'utilisation des milliers d'esclaves des Goulags pour maintenir la production ont peu à peu détourné



■ le mausolée de la Place Rouge à Moscou

du marxisme les masses qu'il se proposait de conquérir. La révolte de l'esprit qu'a connu notamment la France avec la Nouvelle Philosophie a été en quelque sorte la phase ultime du processus.

La deuxième forte nuance à apporter ressort de la politique étrangère. Certes la main mise sur les pays satellites s'est apesantie, notamment par l'échec généralisé de leurs systèmes économiques qui les conduirait à la misère sans l'aide des soviétiques... et des occidentaux. C'est sans doute parce qu'elle a évité l'effondrement économique du bloc de l'Est que la politique dite de la détente et de libre circulation des marchandises, concrétisée par les accords d'Helsinki, a été une grande réussite diplomatique de l'URSS. De même celle-ci peut se féliciter de l'aide constante qu'elle a apportée aux dirigeants du tiers monde, notamment indochinois, qui s'est traduite par une extension de l'influence soviétique mais

surtout par la phase de démoralisation qu'ont connu les Etats-Unis. En revanche les reculs sont très nets en Afrique dont Lénine disait pourtant qu'elle serait la route détournée pour la conquête de l'Europe. En Afrique noire où la résolution pacifique du conflit rhodésien et la volonté récente de l'Angola d'être reconnu par les occidentaux font que la tournée triomphale qu'avait fait Brejnev sur la ligne de front sud-africain serait sans doute impensable aujourd'hui, et finalement rien n'est joué. Mais plus significatif encore a été le renvoi des conseillers militaires soviétiques de Mogadiscio, et surtout du Caire. Car si on y ajoute la perte de l'Irak de Saddam Hussein et le récent rapprochement du monde arabe des thèses américaines à Fez, l'impact des thèses soviétiques sur le monde islamisé a quasiment disparu. L'URSS est le grand absent du conflit du Proche Orient. Les échecs répétés de la Libye de Kadhafi, l'embourbement en Af-

Reste la question de la Chine qui sera sans doute le test quant à l'évolution de la politique soviétique de ces prochaines années. Il n'est pas douteux que la rupture entre Mao et le Kremlin procédait beaucoup plus d'une volonté de part et d'autre de rééquilibrer les positions dans le camp communiste que d'une lutte pour la première place. L'accession de la Chine au rang de puissance nucléaire permet aujourd'hui aux réalistes de Pékin de renouer le dialogue après un flirt avec l'Occident qui tenait beaucoup du dépit amoureux. De même, conscients des perspectives qu'ouvriraient à nouveau une reconstitution du bloc communiste, les réalistes de Moscou ont su oublier l'invective. Pour les Occidentaux cette politique de rapprochement qui se dessine risque de faire bien vite oublier «le mirage chinois» qu'ont pu exporter quelques hommes politiques et industriels au mépris de l'analyse géopolitique.

L'héritage que lègue M. Brejnev à l'ancien chef du KGB Andropov est celui d'un grand empire encore mal assuré, où l'ombre de la faillite économique n'est compensée qu'au prix d'une économie dominée par le pôle de l'armement. De ce point de vue il n'est pas niable que c'est beaucoup plus le déséquilibre interne de cet empire soutenu essentiellement par la volonté des militaires et des politiques qui doit nous inquiéter que le déséquilibre externe qu'il aurait réussi à créer avec l'Occident. La supériorité de l'URSS dans certaines gammes d'armes sera somme toute facile à conjurer, aujourd'hui par le déploiement en Europe des Pershings et missiles de croisière américain, demain peut-être par une autre articulation de la défense européenne. L'autre déséquilibre, inhérent à tout empire, porte des germes de guerre que seule une intervention du peuple russe sur la scène de l'histoire pourrait éviter.

Olivier MOULIN

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

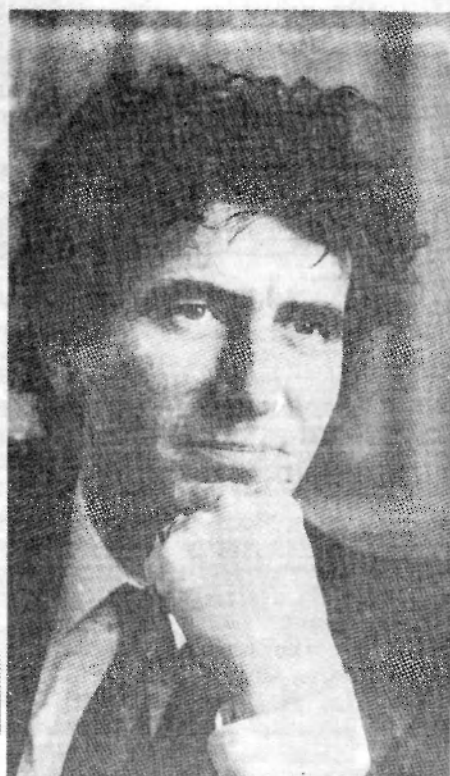
désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

avec jack lang : « il nous appart

royaliste 
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



**faut-il
brûler
jack
lang ?**

Pour apporter une conclusion - provisoire - à la longue série d'articles que nous avons consacrée à la politique culturelle de la France dans le monde, il nous a paru essentiel de demander à M. le Ministre de la Culture de bien vouloir prolonger les réflexions et les préoccupations qu'il exprimait lors de son discours de Mexico. Nous le remercions vivement d'avoir accepté de répondre aux questions de «Royaliste».

● **Royaliste** : Dans votre discours de Mexico, vous avez dénoncé l'internationale des groupes financiers et les produits culturels qu'elle répand massivement. Ces produits modifient-ils réellement les manières d'être, de vivre et de penser des peuples qui les consomment ?

Jack Lang : Je voudrais d'abord vous dire que j'ai lu en détail et avec beaucoup d'intérêt les derniers numéros de votre journal, et que les analyses que vous avez publiées à propos de mon discours de Mexico, sous la plume de Yves Landevennec, étaient d'une très grande clarté et témoignaient

d'une profonde compréhension des propositions que j'ai faites à la Conférence sur les politiques culturelles organisées par l'UNESCO. Vos lecteurs connaissent le fond du débat et je ne m'étendrai pas sur ce sujet. Mais pour en revenir à votre question sur les effets que peut avoir sur l'homme l'absorption à haute dose des narcotics de la sous-culture industrialisée, je vous répondrais volontiers - quitte à vous surprendre - à la manière de Georges Orwell, l'auteur de «1984», que c'était sur les gens les moins capables de la comprendre que la vision de Big

Brother s'imposait avec le plus de succès. Ils avalaient simplement tout, et ce qu'ils avalaient ne leur faisait aucun mal, exactement comme un grain de blé qui passe dans le corps d'un oiseau sans être digéré...

Le danger, c'est qu'à la longue on est mithridatisé. Ce qui est inquiétant, c'est que le phénomène devient planétaire. Avec les progrès de la technique et des *media* au service des multinationales, le paysan gabonais, le cordonnier du Vaucluse et l'ouvrier maghrébin, auront bientôt dans la tête les même modèles. Cette fiction n'est heureusement pas encore une réalité, mais il est temps de construire un monde de diversité et de liberté où chacun sera fier de son identité, où chaque pays affirmera, par ses propres créations, sa différence.

● **Royaliste** : Quelle stratégie comptez-vous mettre en œuvre pour maîtriser les technologies nouvelles pour, comme vous le disiez, «s'emparer d'elles avant qu'elles ne s'emparent de notre conscience» ?

Jack Lang : François Mitterrand faisait observer très justement qu'aujourd'hui, avec les technologies nouvelles, les Français connaissent mieux les visages de Brejnev et de Reagan que celui de leur voisin de palier. Il est vrai que les technologies au lieu d'être des instruments de dialogue entre les citoyens instituent le plus souvent un type de consommation passive. Ce qu'il faut c'est maîtriser les techniques nouvelles pour gouverner l'avenir, les intégrer à la culture avant qu'elles ne s'imposent à elle de l'extérieur.

La télématique, les réseaux audiovisuels, la micro informatique, les radios locales ont à ce titre un rôle primordial à jouer. Les nouvelles formes de communication qu'ils élaborent engendreront de nouvelles formes d'expression et de création. Après les expériences de médiathèques réalisées en 1982, le budget de 1983 devrait permettre d'engager une série d'opérations expérimentales visant précisément à donner aux nouvelles technologies un contenu et une dimension culturels.

● **Royaliste** : La contamination de la langue française par l'anglais vous paraît-elle inquiétante ? Si oui, quelle est votre action dans ce domaine ?

Jack Lang : La manière la plus efficace à mon avis de lutter contre cette contamination, qui va de pair bien souvent avec un appauvrissement culturel, c'est de diffuser, à l'école et dans tous les lieux possibles, la parole des écrivains qui en sont les orfèvres, de donner, au plus grand nombre, accès à des œuvres littéraires de qualité, c'est-à-dire agrandir l'espace culturel.

Je pense à Michel Tournier, à Marguerite Yourcenar, à Georges Perec, qui ont su donner vie et densité au langage et ont fait vibrer les mots sous leur plume.

A ces noms j'en associe bien d'autres, y compris ceux des

f. mitterrand

Le 20 octobre 1981, à Mexico également, François Mitterrand avait prononcé un discours sur le même thème devant les responsables des Alliances françaises du Mexique. C'est à l'hebdomadaire politique et littéraire «Tel» (1) qu'est revenu le mérite de faire état de la similitude des thèmes dans le discours du président de la République et celui de son ministre de la Culture. «Tel» allait jusqu'à affirmer que François Mitterrand était allé plus loin. Nous soumettons aux lecteurs de «Royaliste» des extraits de l'intervention présidentielle afin qu'il puissent en juger.

(...) «Notre marche amicale s'inscrit dans un projet plus ambitieux encore : la transformation des rapports culturels Nord-Sud.

La géographie et l'histoire désignent nos pays comme deux nations-charnières entre les deux hémisphères; elles nous assignent une vocation de médiateurs entre le Nord et le Sud. Il appartiendra au Mexique et à la France de prolonger le dialogue économique de Cancun par un futur dialogue culturel. L'échange inégal n'est pas seulement économique ou financier. Il est aussi culturel. Ce ne sont pas uniquement les termes

ient de forger notre destin »

poètes et troubadours de la chanson qui participent à cette défense et illustration de la langue française.

● **Royaliste** : Quelle est votre analyse de la crise des sociétés développées, et en quoi la culture peut-elle y porter remède ?

Jack Lang : Au nom de la « Crise », il y en a beaucoup qui d'avance baissent les bras, qui capitulent, impuissants devant ce qu'ils s'imaginent être les forces du destin. Nous pensons au contraire qu'il nous appartient de forger notre destin, de tenir tête à la crise en inventant des solutions nouvelles, en mobilisant et en stimulant les forces créatrices qui sont en nous. Dans cette lutte, la culture a un rôle clé à jouer. Elle doit être le moteur et l'élément dynamique de la relance économique.

Que le budget de la culture soit reconnu comme budget prioritaire montre bien que le gouvernement la considère comme un des fers de lance qui servira à débloquer la situation et à construire l'avenir.

● **Royaliste** : A Mexico, vous avez plaidé en faveur d'une « polyphonie des cultures ». Par quelles mesures concrètes comptez-vous la favoriser ?

Jack Lang : Les actions que nous avons déjà menées en ce sens ne manquent pas ! La France reste fidèle à sa vocation de terre d'asile et de Patrie des arts. De nombreux créateurs exilés, comme Milan Kundera ou Julio Cortazar, ont reçu la nationalité française.

En ce qui concerne les arts plastiques, j'ai demandé à de nombreux musées de réfléchir à la façon d'accueillir les peintres et les

sculpteurs des pays du sud, et à la création d'une biennale Nord-Sud. Cette année, nous avons institué des bourses destinées à de jeunes artistes de différents pays du monde... Au cœur de Paris, au sein de l'Alliance Française, nous avons créé la « Maison des cultures du monde » qui sera le réceptacle et le creuset des meilleurs œuvres théâtrales et musicales internationales. En ce qui concerne les livres, j'ai proposé à la Bibliothèque Nationale de constituer un fonds de littérature d'expression française, des moyens financiers importants lui ont été attribués à cet effet.

Enfin, je vous rappelle le projet de tenue à Paris en 1989 d'une Exposition Universelle, qui pourra être l'occasion d'une grande confrontation culturelle entre les pays du nord et les pays du sud.

Monsieur Robert Bordaz, qui a été chargé de la préparation de l'Exposition, a mis sur pied une équipe d'architectes et de plasticiens, composée déjà de trois français et de trois étrangers. Cette équipe internationale a pour mission d'étudier les orientations d'aménagement et les principes d'organisation de l'Exposition Universelle.

questions posées par
Bertrand Renouvin



■ le Président et le Ministre partagent une même conception

était-il allé plus loin que j.lang ?

économiques de l'échange qu'il faut inverser. Ce sont simultanément ses termes culturels. La balance culturelle entre le Nord et le Sud confère aux puissants du Nord une domination intellectuelle et mentale qui prive trop souvent les pays du Sud de leur liberté de communication et de leur droit à l'identité. Quelle source d'appauvrissement en même temps pour la culture du Nord qui, pour élargir ses marchés, standardise les produits de la pensée ! Serait-ce là le futur de l'humanité ? Le même film stéréotypé diffusé sous toutes les latitudes ? La même musique industrielle propulsée sur tous les continents ? La même langue dénationalisée sur tous les murs du monde ? Ni le Mexique ni la France ne se résignent à devenir les vassaux de l'Empire du profit.

Là encore nos deux pays peuvent faire œuvre d'avant-garde et rassembler leurs intelligences et leurs talents pour changer le cours des choses.

Puis-je indiquer quelques pistes ?

a) sur ma demande se tiendra à Paris la première Biennale Nord-Sud en 1983 — première grande

confrontation artistique entre les artistes des pays du Sud. Cet événement se tiendra au Grand Palais, à Beaubourg et dans les musées nationaux. Je propose que cette manifestation ait lieu d'abord à Mexico au printemps 1983 avant de s'installer à Paris à l'automne de la même année. Elle préfigurerait la grande Exposition universelle dont la France sera le siège en 1989 et qui coïncidera avec le bicentenaire de la Révolution française. Dedicée à la liberté des peuples et aux droits de l'homme, l'Exposition universelle de Paris accordera une place centrale aux pays du Sud.

b) Autre initiative qui pourrait être commune à la France et au Mexique dans l'esprit du dialogue culturel Nord/Sud : le rassemblement des hommes de culture des pays d'expression latine. Après une mission exploratoire, notre ami Gabriel Garcia Marquez a bien voulu me remettre un projet de création d'une organisation non-gouvernementale qui, en une vaste alliance culturelle réunirait les intellectuels des pays pratiquant une langue latine. C'est un projet puissant et mobilisateur. Les 600 millions d'humains parlant une langue latine peuvent opposer le

fer de lance de leur parenté et de leur amitié aux multinationales de l'industrialisation culturelle. Des Andes à l'Extrême-Orient, de l'Afrique à l'Asie, de l'Europe au Monde arabe, un front culturel d'idées et de pensées lie et relie les peuples amis de la liberté et attachés à leur art de vivre. Imaginez qu'au même festin de l'intelligence soient conviés les créateurs des cinq continents ! Quelle révolution dans nos mœurs : l'internationale des groupes financiers contrebattue par l'internationale des hommes de culture ! L'internationale des forces de destruction tenue en respect par l'internationale des forces de vie !

c) C'est dans le même esprit de restauration du dialogue culturel Nord-Sud que je donne mon approbation au projet établi par Léopold Senghor et l'UNESCO de créer à la Bibliothèque nationale à Paris un département des « Archives de la littérature latino-américaine et africaine du XXe siècle ». (...)

F. MITTERRAND

le 20 octobre 1981

(1) « TEL - Temps/Economie/Littérature » : 6 F. - 4 place du Marché Ste Catherine 75004 Paris.

REPERES DANS UN DEBAT

Nous rappelons les différents articles dans « Royaliste » consacrés aux positions défendues par Jack Lang lors sa déclaration de Mexico.

— N° 365 du 16 septembre. Dossier : « Faut-il brûler Jack Lang ? » par Yves Landevennec. « Idées » de Gérard Leclerc consacrées à « Culture et impérialisme - 1 ».

— N° 366 du 30 septembre. « Idées » de Gérard Leclerc : consacrées à « Culture et impérialisme - 2 ».

— N° 367 du 14 octobre. « Témoignage d'un enseignant français à l'étranger », Alain Flamand.

— N° 368 du 28 octobre. Entretien avec René Girard : « L'Amérique n'est pas organisée pour l'impérialisme ».

tous numéros disponibles
6 F franco chaque
15 F les 4 (à l'ordre de
« Royaliste »)



Le lundi 8 novembre Vladimir Volkoff s'est vu décerner le grand prix du roman de l'Académie Française. Nous nous en réjouissons grandement, encore que ce ne soit que justice.

Qui pourrait nous parler de Volkoff mieux que Jacqueline Bruller, auteur d'un livre passionnant* sur le maître de la Littérature d'espionnage.

bravo Vladimir Volkoff !

● **Royaliste :** Vladimir Volkoff n'épargne guère les milieux littéraires parisiens. Comment expliquer alors cette consécration de son roman « Le Montage » ?

Jacqueline Bruller : Le « mon-dicule » parisien accepte peut-être de se reconnaître dans un miroir qui n'est pas flatteur. Les grands jurys parisiens, après avoir laissé passer successivement les quatre volumes des « Humeurs de la mer », que je tiens pour le chef-d'œuvre du dernier quart de siècle, ne pouvaient pas oublier Volkoff encore une fois.

● **Royaliste :** La France intoxiquée, désinformée par les Soviétiques, son intelligentsia manipulée, tout cela est-il vraiment cré-dible ?

Jacqueline Bruller : J'ai crevé de peur en lisant « Le Montage ». Je me suis sans cesse demandé : quelle pièce est-ce que je représente sur l'échiquier de la désin-formation ? La situation d'Alek-sandre Psar, agent littéraire parisien qui fait semblant d'être un homme de droite et qui est un homme du K.G.B., est assez rare. Les personnes manipulées par des gens comme lui ou soumises, comme le montre Volkoff, à des pressions et au chantage, sont déjà plus nombreuses. Le moment, à mon avis, où l'on a froid dans le dos est celui où l'on commence à se demander : ce que j'écris, est-ce que je le pense vraiment ou est-ce qu'on me le fait penser ? Cette forme particulière de manipulation est-ce que nous ne la subissons pas tous d'une manière

ou d'une autre ? En ce sens également, il me semble que « Le Montage » est un livre exceptionnel parce qu'il peut faire prendre conscience à chacun des influences qui pèsent constamment sur lui.

Quant à dire que Volkoff a exagéré, je ne le pense pas. Il parle de 7 agents d'influence du K.G.B. à Paris. Il me répondait,

LIRE

un jour que je l'interrogeais sur ce chiffre, qu'il n'avait aucun moyen de s'en assurer. « Je peux avoir des renseignements, m'a-t-il dit, mais pas jusque là. Il faudrait que je sois penché sur l'épaule du patron du K.G.B. à Paris. » Il me semble évident que 7 personnes bien placées peuvent déplacer une opinion d'une manière ou d'une autre, en tout cas l'influencer fortement : il est très petit le monde des intellectuels parisiens. Volkoff cite souvent cette phrase de Durrell : « Voir c'est exorciser ». Il m'a dit que si son livre peut contribuer à faire voir les choses, on pourra s'approcher de ce qu'est la vérité. Si l'on arrivait à y voir clair, on pourrait se défendre en luttant avec la lumière et les insecticides, comme on fait contre les cafards. Vous savez que l'exemple qu'il donne dans « Le montage » est vrai : l'affiche qui est parue en Europe et en U.R.S.S. avec le même slogan (« luttons pour la paix ! ») montrait ici une mère avec son enfant, et là bas un soldat avec sa mitraillette ...

● **Royaliste :** Et c'est là toute la différence avec « Le Retourne-ment » ; d'un côté la distance du narrateur et de l'autre l'engagement complet de l'écrivain qui veut démontrer et avertir ...

Jacqueline Bruller : Vous avez utilisé le mot de distance ; et il me

semble que le lecteur peut effectivement, dans « Le Retourne-ment », garder ses distances. Car la conversion de Popov est un phénomène immédiat. Au contraire, dans « Le Montage », l'action entreprise investit trente années, toute une vie d'homme. Il est dans ce cas difficile de ne pas se sentir impliqué dans une pareille entreprise où la désinformation prend un caractère cauchemardesque. C'est en quoi ce livre est un appel, un coup de projecteur, un cri d'alarme.

● **Royaliste :** Quel est l'attitude de Volkoff l'exilé à l'égard de la France ?

Jacqueline Bruller : Volkoff revendique pleinement ses deux « allégeances », la russe et la française. Je crois que sa condition d'exilé lui permet de jeter sur la France un regard neuf. La distance lui a aiguisé le regard. Il vit entre la France et les Etats-Unis, il n'est jamais allé en Russie mais il a chez lui de la terre russe.

Dostoïevski pensait que la Russie serait sauvée par la théocratie ; un personnage de Volkoff imagine qu'elle le sera par le martyr. Pour Volkoff ce serait une solution de facilité si l'Occident y consentait.

● **Royaliste :** Que peut-on penser du Volkoff politique ? Comment ce discours intransigeant que certains qualifient même d'intolérant, arrive-t-il à passer ?

Jacqueline Bruller : Pour moi, le discours de Volkoff passe d'une manière prodigieuse. Mais il m'est impossible de le découper en rondelles de saucisson : littéraire, politique, religieux, moral, etc. Pour moi, les intolérants sont les autres. Les autres, ceux qui se gargarisent de mots au lieu d'agir, ceux qui signaient des manifestes pendant que lui risquait sa peau en Algérie et y luttait contre la torture.

On l'a accusé de tous les racismes, soupçonné de vouloir introduire le Goulag en France. Il faut ne jamais l'avoir lu, ne jamais l'avoir écouté parler, ne pas le connaître, pour porter de pareilles accusations contre un écrivain qui perturbe à coup sûr, mais qui possède une liberté de pensée qui l'éloigne de toute intolérance, et de tout racisme, en un mot de toute imbécillité.

propos recueillis par
René ADRIERS

* Jacqueline Bruller - L'Exil est ma patrie, entretiens avec Vladimir Volkoff - Ed. Le Centurion. Prix franco : 76 F.

IMAGE

«les misérables»

Il y a deux façons de transposer une œuvre classique à l'écran : la dénaturer en la politisant, comme Roger Coggio avec « Le Bourgeois gentilhomme », ou bien l'épurer pour la transformer en chef-d'œuvre. Dans ce cas, on s'appelle Robert Hossein et l'on réalise « Les Misérables ».

Je redoutais le pire en allant voir le film. Le livre à côté d'éclairs de génie du père Hugo m'avait laissé une impression pénible. Trop de pathos misérabiliste. Trop de mélodrame comme la fameuse tempête sous un crâne de Jean Valjean. Trop de digressions telles les soixante interminables pages sur Waterloo. En fait, mes craintes n'étaient pas fondées. Malgré sa longueur (trois heures) le film est concis. Il montre la misère ouvrière, mais sans complaisance morbide. La tempête sous un crâne est passée au bleu : un plan montre l'inspecteur Javert annonçant à Jean Valjean transformé en M. Madeleine, maire de Montreuil-sur-Mer, qu'un sosie va être jugé à sa place pour un délit ; le plan suivant montre le vrai Jean Valjean se dénonçant devant les

jurés d'Arras. La bataille de Waterloo à laquelle participa le spadassin Thénardier n'est évoquée qu'en un ou deux plans. Tout le reste ne connaît aucun temps mort. L'itinéraire de Jean Valjean forcé en rupture de ban, camouflé en bourgeois de Paris et père adoptif de l'orpheline Cosette, la peinture de la canaille des bas-fonds incarnés par les Thénardier et la description d'une jeunesse romantique dont la révolte contre la trop sage Monarchie de Juillet se traduit par des barricades lors des obsèques du général Lamarque, sont habilement entremêlés.

Ajoutons que l'interprétation est éblouissante. Un film à voir et qui introduit à la lecture du livre.

Arnaud FABRE

Quel livre ! Il y a longtemps que je n'avais lu avec une telle passion un ouvrage d'histoire. Tout au long de ces six cent cinquante pages, la Révolution française retraversée, ou plutôt suivie à la trace d'événements en événements, grâce à une méthode d'investigation qui restitue avec une étonnante précision tout ce qui touche à ce tournant dramatique de notre vie nationale : le procès de Louis XVI.

C'est bien, au sens rigoureux du terme, d'une enquête qu'il s'agit, menée avec une méthode implacable, au terme de laquelle nous sommes obligés de remettre radicalement en cause toutes les historiographies de la Révolution... Rien que cela, oui... Mais pour en arriver là un labeur de bénédictin, neuf années de travail qui s'ajoutent à vingt ans d'intérêt continu pour le roi le plus méconnu et le plus diffamé de tous les rois. J'en tire, quant à moi, des conclusions considérables pour nous. Mais avant d'en arriver là, il importe de lire et de faire lire ce livre.

Un des éléments les plus captivants du livre est la façon dont il nous fait participer à l'enquête. Mieux qu'Agatha Christie ! Hercule Poirot parvient au bout d'une affaire fabriquée de toute pièce, nos historiens, eux, découvrent deux cents ans après des brigands doublés d'assassins qu'ils prennent brusquement la main au collet sans qu'ils leur soit possible de se dérober. Le livre est plein de révélations étonnantes, mais il faut citer comme une merveille du genre la façon dont les Girault de Coursac établissent que le constructeur de la fameuse armoire de fer n'est pas Louis XVI qui n'en avait jamais entendu parler, mais le ministre Roland. C'est rigoureux comme démonstration, sans bavure. Pris au collet, parce qu'il a trop parlé, contradictoirement et pour une histoire de clef. Ce n'est qu'un épisode, mais il s'ajoute à des dizaines d'autres qui prouvent que tout le procès du roi a été trafiqué, manigancé, manipulé. Si j'osais l'anachronisme, le procès de Louis XVI, ou le premier procès de Moscou...

Inutile de tenter de reprendre ici toute la démarche du livre, elle consiste dans une minutieuse et accablante accumulation de faits dont la vérité est patiemment retrouvée. En un mot, l'enquête sur le procès établit que tous les éléments de l'accusation contre Louis XVI étaient faux, qu'on ne laissa au roi ni le temps ni les moyens de se défendre. Oubli incroyable de l'histoire. Nous savions que Louis XVI avait été reconnu coupable, mais nous ne savions pas au juste de quoi, vaguement peut-être de trahison, d'alliance avec les souverains étrangers et avec les émigrés. Et bien cela était absolument contraire à l'action et à la ligne de conduite que le roi maintint au milieu des pires embûches. La fameuse fuite de Varennes ? Louis XVI n'a jamais voulu aller à l'étranger, mais à Montmedy, pour y retrouver la liberté d'action au milieu de ses troupes. Il y avait certes un autre projet, mais c'était celui de la reine qui correspondait avec les émigrés et les souverains étrangers à l'insu du roi. Incroyable, mais démontré avec la même rigueur.

Mais plutôt que de vouloir tout reprendre, au risque de caricaturer, il me paraît utile dès à présent de faire le point sur l'apport de ce livre à la vérité de notre histoire et à notre conscience nationale. De ce livre et de ce qu'il révèle des autres livres à venir, surgit une figure d'une grandeur et d'un héroïsme auxquels il n'avait

la révolution de Louis XVI



jamais été rendu justice, celle du roi. Louis XVI prend enfin sa place dans la dynastie capétienne, au premier rang. Il faudra faire le portrait moral que les Girault de Coursac se sont refusés à faire, mais qui apparaît en filigrane de presque toutes les pages. Rien à voir avec ce gros lourdaud, un peu demeuré et soumis à toutes les influences que se sont plu à dépeindre les historiens de toutes écoles. Cet homme, presque géant, il mesure 1 mètre quatre vingt dix, est un homme de détermination, d'obstination, presque orgueilleux, travailleur acharné, suivant les affaires de l'Etat minutieusement sans laisser à quiconque même pas aux ministres les plus notables le soin d'établir sa ligne d'action. Cette ligne d'action, on peut la décrire sommairement en trois étapes.

1/ Louis XVI est le premier artisan de la Révolution qu'il conçoit évidemment dans un sens tout à fait positif. Il veut la fin des privilèges qui ne correspondent plus à un service social, il veut réformer la fiscalité, enfin tout en mettant en œuvre une décentralisation authentique, il prépare les conditions d'une véritable représentation du peuple d'où personne ne sera exclu. Une violente réaction des privilégiés s'opposera à toute l'action réformatrice du roi et elle aura ses prolongements dans des mouvements antimonarchistes qui voudront une révolution d'un tout autre style.

2/ Lorsqu'avec la réunion des Etats généraux, commencera la tourmente, Louis XVI donnera son appui à ce qui lui paraît juste et nécessaire, en essayant de rallier tout le monde pour que les choses aillent dans la concorde. Contrairement à ce qu'on a toujours dit, les réserves du roi n'iront pas contre la déclaration des droits de l'homme, mais contre des applications qui se retournaient contre ces droits et ceux des plus démunis face à la bourgeoisie conquérante. Seul il gardera le souci selon ses propres termes des

«nombreux habitants du royaume dénués de toute propriété».

3/ Il est vrai qu'à un moment donné Louis XVI sera totalement dépassé par le mouvement. Non par le mouvement des réformes, mais le mouvement mené par un gang qui mettra pour la première fois en œuvre toutes les méthodes du totalitarisme moderne. Lui aussi aura, avant tout le monde, affaire aux possédés. C'est alors qu'il sera héroïque. Menant les affaires du royaume à bout de bras avec quelques ministres intègres, il luttera pied à pied contre la bande d'idéologues, de demi-fous ou de fous et de bourgeois intéressés (nos bons Girondins) qui conspirant sa perte, font tout pour mettre à genoux le pays. Le comble est qu'on l'accuse de désorganiser l'armée alors qu'il fait tout pour la sauver de la débandade organisée par les Jacobins. Dans sa tâche, il est seul, très seul, abandonné de sa famille qui complot à l'étranger, faiblement épaulé par des parlementaires apeurés qui pourtant lui sont acquis à une majorité confortable, en dépit du brigandage éhonté des scrutins.

Jamais il ne se ralliera au parti des émigrés. Sa place est à Paris, au service de son peuple, d'un peuple qui d'ailleurs lui restera fondamentalement fidèle. Solitude, héroïsme sont bien les deux mots qui conviennent à ce roi cerné par les bandes du crime et de la terreur. Terreur qui s'exerce partout, sur sa personne, sur une Assemblée toujours sous surveillance et sous menace, sur une population parisienne sur laquelle sont braqués les canons que l'on a fait disposer sur les hauteurs autour de la capitale et qui n'ont d'autre fin que de réduire toute velléité de résistance à la minorité terroriste.

Ce labeur considérable intervient en son temps; alors qu'après du chef de l'Etat, nous dit-on, une équipe se prépare à faire célébrer dans le faste les événements de la Révolution française. Des cogitations de cette équipe de folles rumeurs ont couru. Claude Manceron nous imposera-t-il au nom du chef de l'Etat ses feuillets de propagande. Le peuple français sera-t-il soumis à une nouvelle mise en scène qui ne ferait que reproduire les mensonges savamment construits il y a deux siècles. Nous espérons qu'on réfléchira à deux fois avant de célébrer ces anniversaires d'événements qui pèsent lourd sur la conscience de la nation. Si ces heures d'évocation pouvaient servir à une recherche commune de la vérité ! Il faudra jeter toutes nos forces dans cette œuvre de salut public. C'est une occasion rare pour la nation de se retrouver enfin face à elle-même, à cette brisure dans sa mémoire. Il ne s'agit pas de faire œuvre de partisan, il s'agit enfin de voir clair. L'enquête menée par Paul et Pierrette Girault de Coursac est un apport essentiel dans la recherche de notre vérité. Il faut qu'elle soit présentée à l'ensemble du pays pour qu'il puisse lui aussi savoir. On finira bien par s'apercevoir qu'il y avait, à cette fin du XVIIIe siècle, possibilité d'une révolution au service des droits de l'homme, qui ne bascule point dans le totalitarisme et le sang. Ce fut l'affaire de Louis XVI. En cette fin de XXe siècle, c'est toujours notre affaire.

Gérard LECLERC

Paul et Pierrette Girault de Coursac - Enquête sur le procès du roi Louis XVI - Ed. La Table Ronde. Prix franco : 187 F.

l'orient des provençaux

Une manifestation culturelle d'importance, cautionnée par la visite du président de la République, est l'occasion de rappeler l'ancienneté et la vigueur des liens culturels et économiques qui rattachent la France aux pays du pourtour méditerranéen.

Marseille, porte de l'Orient ? Si l'on en croit les dix-sept expositions organisées dans tous les musées de la ville, Marseille et la Provence ont certainement une place particulière dans l'ouverture de la France à l'Orient méditerranéen.

Depuis sa fondation dans l'Antiquité par les Grecs de Phocée, Marseille a toujours entretenu, à travers son port, des liens commerciaux privilégiés avec les pays du Bassin méditerranéen. Mais plus particulièrement des Croisades à la guerre d'Algérie, « sept siècles d'échanges avec l'Orient » (exposition) ont tissé des liens permanents mais divers. Les échanges commerciaux prendront une ampleur décisive dès le XVI^e siècle, après le traité de paix entre François I^{er} et Soliman le Magnifique. Marseille obtient alors le monopole du commerce avec le Levant. Elle exporte du drap, du sucre et du savon, et commence à importer de nombreux objets décoratifs. Mais c'est aux XVII^e et XVIII^e siècles que la prospérité de Marseille s'épanouit avec le plus d'éclat, avec la création des « Echelles du Levant et de Barbarie ». Les Echelles (ou escales) étaient les villes où les Français, dont les Marseillais, avaient des intérêts commerciaux importants, soit sur tout le pourtour méditerranéen du Levant au Maghreb (Berbère). La langue provençale est alors parlée dans les rues de Smyrne (Turquie) et un tableau peu connu montre la « rue des Francs » accueillant l'amiral de Bauffremont, commandant les vaisseaux du roi. Les riches négociants de Marseille envoient leurs enfants en bas âge en Turquie pour apprendre la langue turque : on les appelle les « enfants de langue ». Le café est introduit en France en 1644 par un Marseillais, La Roque. On trouve de plus en plus d'objets provenant du Levant dans les demeures des bourgeois provençaux. De nombreux dessins et peintures montrent l'influence de l'Orient sur la mode et le costume. Joseph Vernet peint magnifiquement cette atmosphère de

« l'Intérieur du Port de Marseille » (commandé par Louis XV) où les Orientaux côtoient négociants et marins, seigneurs locaux et visiteurs, marchands de fruits et de coquillages...

Mais au XIX^e, plus qu'une mode, c'est une vogue que vont illustrer les « orientalistes provençaux ». Cet attrait pour l'Orient s'exprimera d'abord dans la curiosité scientifique (Pascal Coste, Baufort-Bey, Zitterer) et certains vont contribuer directement à réaliser l'expédition de Bonaparte en Egypte.

Et les mamelouks venus se réfugier à Marseille deviendront plus tard la cause d'une véritable pépinière d'islamologues et de savants, tel Chiffetich qui apprit le copte à Champollion. Puis l'aspect politico-romantique de la colonisation va inspirer quelques grands maîtres français : Delacroix, Guillaumet, Suréda... Mais le grand départ des peintres provençaux se situe entre 1841-47 avec Ziem et Loubon, Crapelet... Ils exaltent tous à l'instar des poètes, un Orient mystérieux rempli de la solitude du désert, la mélancolie des ruines, ou bien un Orient fastueux, sanguinaire, un Orientalisme que la grande aventure photographique qui suivra, avec Feliz et Adrien Bonfils, ramène à des proportions plus justes.

Enfin, une place est réservée à l'Orient des Orientaux à travers les œuvres de deux artistes maghrébins contemporains.

Il faut saluer cette grande réalisation qui a demandé 24 mois de préparation avec le concours de plus de 40 musées français et étrangers. Les aspects les plus divers y sont évoqués, de la médecine coloniale à la transformation actuelle de la vie dans le désert. Cependant, un regard sur les « Orientaux » arrivés massivement ces dernières décennies avait peut-être sa place ici, mais au dépens de l'orientalisme... !

Michel LÉGOMAN

* Novembre 1982 - février 1983.

la féodalité chinoise

Historien, sociologue de l'école de Durkheim et de Mauss, Marcel Granet avait formé le projet d'étudier l'honneur dans la féodalité. Afin de comparaisons il voulut étudier la féodalité japonaise, mais il rencontra Chavannes (le traducteur des « Mémoires historiques » de Sseu-ma Ts'ien), apprit le chinois et devint l'un des meilleurs sinologues.

Au contraire de Jacques Gernet, qui dans son livre (*Chine et christianisme* - Gallimard) veut que notre Raison ne soit « pas plus universelle que ne l'est la grammaire de nos langues », qui parle de la Chine comme d'une « autre humanité », et affirme que « l'aptitude à pénétrer des formes de pensée étrangère n'est jamais le fait que d'un petit nombre », au contraire de ce nominalisme étroit et vaniteux, Marcel Granet désirait que l'étude de la langue et de la civilisation de la Chine entrât dans les humanités classiques.

Le sociologue, écrit Granet, se soucie de connaître « cette réalité actuelle qu'est l'homme » et pour cela étudie les diverses manières d'être homme. Parmi celles-ci la chinoise « est une des plus puissantes créations de l'humanité », nulle n'est plus riche « d'expérience humaine ». Granet est humaniste classiquement, il n'introduit pas de formes intermédiaires entre l'homme connu comme essence et les individus, il n'admet nulle notion de race. La Chine, œuvre humaine, est ouverte à notre intelligence; les cœurs de la féodalité chinoise, c'est-à-dire de la Chine antique, ou confucéenne, de la Chine héroïque, « ne sont pas véritablement étrangères à nos propres mœurs ».

Selon Granet, auquel s'opposent les marxistes, la féodalité chinoise commence bien avant le VIII^e siècle et se termine à peine au II^e siècle avant Jésus-Christ. La féodalité est un système de cohésion sociale, une forme générale, un « universel » social que les circonstances modifient. Granet l'étudie à partir des chroniques, qui comme les nôtres « ne ressemblent en rien à de l'Histoire ». L'intérêt de ces chroniques (Couvreur les a toutes traduites, elles sont publiées dans la collection *Cathasia* et distribuées par les *Belles-Lettres*) « tient à ce qu'elles sont nourries d'éléments folkloriques ». Rapportés aux chansons du *Che King* (anthologie classique rassemblée - dit-on - par Confucius) les tours et pro-

verbes des chroniques permettent la description des formes élémentaires de la féodalité, et des formes particulières de la féodalité chinoise. Granet est l'un des très rares sinologues qui ont su ne pas détruire la poésie chinoise en la traduisant (cf *Fêtes et Chansons de la Chine ancienne*). La littérature classique est une composition de proverbes, de dictons, une « littérature de centons ». Le nom y est un emblème, les vers et les sentences « possèdent cette Vertu d'obliger les hommes à y conformer leurs actes ». Les sentences héroïques, comme vérités idéales, obligent le héros à s'y conformer s'il veut être reconnu, s'il veut acquérir du prestige et de l'efficacité. La méthode de Granet n'est sans nous rappeler souvent celle de Vico.

La forme sociale qu'est la féodalité, « mode particulier de cohésion », a des prolongements, persiste (« persistance des agrégats » dirait-on avec Pareto) à l'intérieur d'autres systèmes de cohésion. Granet marque un certain nombre de faits de transition entre l'ordre de la coutume et l'ordre de la loi en étudiant les formes réelles et mythiques de la « confédération chinoise », du suzerain, du seigneur et de son domaine, des relations seigneuriales de parenté, du rôle du prestige, etc. Dans l'âge héroïque, les règles coutumières sont parées d'un prestige qui leur vient (selon Granet, et cela fera braire ceux qui ne croient qu'aux sciences démocratiques) « non pas de leur antiquité, mais de leur sagesse et de leur adaptation exacte aux circonstances ».

L'intérêt du livre (des livres) de Granet ne se limite aux quelques heures de la sinologie; il permet une meilleure compréhension des folklores (c'est-à-dire des littératures classiques), et précieusement une entente de la Chine moderne beaucoup plus fine et amicale.

Ghislain SARTORIS

Michel Granet - *La Féodalité chinoise* - Edition Imago.

ACTION ROYALISTE

CLUBS NOUVELLE CITOYENNETÉ

VOSGES. Le CNC a été lancé et présenté à la presse le 18 octobre. Les Vosgiens intéressés peuvent prendre contact avec Régine Denis-Judicis, 13, rue Boulay de la Meurthe à Epinal.

MAINE et LOIRE. La conférence de presse de présentation du club a eu lieu le 29 octobre. Pour prendre contact écrire à Nicolas Lucas, 35, rue de la Chambre aux deniers -49000 Angers. (tél. 41 - 48.76.42.)

SARTHE - Lancement et première réunion, le 9 décembre. Renseignements auprès d'Hervé Brocherie, 60, rue Victor-Hugo 72000 Le Mans.

SEINE MARITIME-Dîner avec un débat entre Bertrand Renouvin et un représentant de la Fédération du Parti Socialiste de Seine Maritime, sur le thème «Quelle politique industrielle pour la France ?». Le 3 décembre 1982 à 20 h 30 au restaurant «Le Charles» 139, rue du Gros Horloge à Rouen (prix du repas : 80 F), inscriptions en écrivant au Club Nouvelle Citoyenneté, 52, rue Lecat 76000 Rouen.

HAUTE-GARONNE - Dîner - conférence de lancement du club avec B. Renouvin, le 26 novembre (20 heures) au «Clocher de Rodez», place Jeanne d'Arc à Toulouse. Inscription en téléphonant à Frédéric Rodriguez (61)- 20.24.06.

aux mercredis de la n.a.r

Tous les mercredis, dans les locaux du journal, à 20 h, ont lieu des conférences-débats ouvertes à tous les sympathisants et lecteurs de «Royaliste». A l'issue de ces

pour les municipales

● MUNICIPALES VAL D'OISE

Une liste d'Union pour une Démocratie Vivante est en voie de constitution à Osny dans le Val-d'Oise à l'initiative du Mouvement des Démocrates et de la N.A.R.

● MUNICIPALES A PARIS

Ainsi que l'indique clairement le communiqué commun de la NAR et du Mouvement des Démocrates, notre intention est d'agir avec tous ceux qui ayant appelé à voter pour François Mitterrand en 1981, n'en refusent pas moins le clivage droite/gauche et entendent résolument se situer ailleurs pour une nouvelle conception de la politique, une «nouvelle citoyenneté». Aussi vous appelons-nous à vous inscrire sans délai sur les listes électorales de Paris, afin de pouvoir nous aider le moment venu. Pour tous renseignements téléphonez-nous (297.42.57.)

conférences un repas froid (participation aux frais : 13 F) est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions dans une ambiance amicale. Les lecteurs qui veulent recevoir le programme détaillé des conférences et les invitations sont priés de le demander en écrivant au journal.

● Mercredi 1er décembre : André FROSSARD viendra nous parler de ses deux derniers livres «La Baleine et le Ricin» et «N'ayez pas peur - dialogue avec Jean-Paul II». Un mercredi tout à fait exceptionnel à ne manquer sous aucun prétexte.

COMMUNIQUE COMMUN DE LA NAR ET DU MOUVEMENT DES DÉMOCRATES

Des délégations du Mouvement des Démocrates de Michel Jobert et de la Nouvelle Action Royaliste, animée par Bertrand Renouvin se sont rencontrées à plusieurs reprises depuis le mois de septembre, et ont constaté la très large convergence de vues entre les deux mouvements sur les questions municipales.

Déplorant l'extrême politisation qui marque déjà la campagne électorale à Paris, elles estiment nécessaire de rassembler, à l'écart des rivalités entre les partis, des citoyens soucieux de démontrer qu'il est possible de dépasser l'affrontement stérile entre le désir de revanche et la soif de puissance.

Les délégations de la Nouvelle Action Royaliste et du Mouvement des Démocrates sont donc convenues d'examiner les moyens par lesquels les royalistes de la NAR et les amis de Michel Jobert manifesteront en commun, à Paris comme ailleurs, leur volonté de changer la politique.

Paris, le 10/11/1982

● Mercredi 8 décembre : Jean-Michel QUATREPOINT, journaliste au «Monde» et spécialisé dans les questions concernant les industries de pointe, auteur de «Frenche Ordinateurs», viendra nous parler de «La politique industrielle de la France».

● Mercredi 15 décembre : Bertrand RENOUVIN viendra présenter et dédicacer son dernier livre «Charles Maurras, l'Action française et la question sociale». Ce sera l'occasion de réfléchir à nouveau sur l'histoire du royalisme contemporain et de s'interroger sur l'intérêt ou le poids d'un certain héritage.

royaliste université

EDITORIAL

ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - Tél. 297.42.57

QUELLE ARMÉE POUR LA FRANCE ...???



● JEUNES ROYALISTES

Campagne contre la conscription

Une conférence de presse des jeunes royalistes a eu lieu le 16 novembre à Paris. Le texte suivant y a été diffusé :

«Injuste, puisque beaucoup peuvent maintenant y échapper, sans intérêt pour la plupart des appelés et de ce fait démoralisant, coûteux pour la nation, le service national est surtout inutile dans un système moderne de défense.

Si les Etudiants de la Nouvelle Action Royaliste remettent en cause la conscription, ce n'est ni par démagogie, ni par complaisance envers un mouvement «pacifiste» dont ils dénoncent l'ambiguïté : c'est en fonction d'une analyse rigoureuse des dangers qui menacent notre pays et des moyens d'y remédier. L'armée classique, opposant à l'ennemi des millions de poitrines, est dépassée : indispensable en 1914 et en 1939, elle est inefficace face aux fusées qui sont en mesure de détruire, en quelques minutes, toutes les installations militaires fixes de l'Europe de l'Ouest.

La conscription ne correspond donc à aucun impératif stratégique ou tactique. Son maintien procède de la routine, de l'idéologie, voire de considérations politiques ou économiques qui n'ont aucun rapport avec la politique de défense.

Cette politique exige le développement de la force nucléaire stratégique, seule capable de dissuader un éventuel agresseur, et la constitution d'une petite armée de professionnels chargés de protéger les installations militaires et d'assurer, le cas échéant, des missions hors de France.

C'est pour que la France soit mieux protégée que les Etudiants de la NAR disent aujourd'hui non au service national.

Nous vous appelons à diffuser ce texte et à coller nos affiches («La conscription c'est dépassé !», voir «Royaliste 369»).

royaliste

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
Imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

ÉDITORIAL

Dans un article publié ici même (1) Frédéric Grendel montrait avec raison que, loin de respecter les frontières politiques, les véritables débats se situaient à l'intérieur des partis et des camps. Le malheur est que beaucoup oublient ce constat simple, presque évident, tant ils sont fascinés par le combat quasi-mythologique que se livrent la Droite et la Gauche. Victimes de leurs représentations, ils croient en toute bonne foi assister ou participer à la lutte du Bien et du Mal, du Libéralisme et du Socialisme, de l'Ordre et du Désordre. Hors des camps, point de salut : celui qui tente de dire autre chose est immédiatement rangé dans une catégorie par les uns, suspecté de trahison par les autres, ou encore accusé de trop aimer les paradoxes.

Il ne faut certes pas nier la réalité de la lutte actuelle entre la majorité et l'opposition. Mais il s'agit surtout d'une rivalité entre des équipes animées d'une même volonté de puissance et qui sont tactiquement soutenues ou contestées par des groupes d'intérêts. Il est clair, d'autre part, qu'il existe entre la droite giscardienne et le projet gouvernemental une incompatibilité de fond en matière économique. Pour le reste, tout devient confus, et parfois réellement paradoxal. Par exemple lorsque tel député giscardien accuse le gouvernement de faire la politique de M. Barre : ou bien le gouvernement n'est pas « barriste » et son censeur se trompe. Ou bien il l'est et l'honorable député se trompe encore puisque la « bonne » politique d'avant 1981 devrait encore être « bonne » aujourd'hui.

Cette contradiction mineure dans le discours de l'Opposition se complique d'une contradiction majeure entre les partis de la dite opposition. Pendant le précédent septennat, nous avons souvent souligné que MM. Giscard d'Estaing et Chirac étaient radicalement séparés par leur mentalité, leur « doctrine » et par la sociologie de leurs partisans : entre l'optique financière et mondialiste de l'aristocratie giscardienne et la tradition industrialiste d'une bourgeoisie nationale mêlée de patriotisme populaire, il ne pouvait y avoir de conciliation, sauf dans les apparences.

UNITÉ DE LA GAUCHE ?

Mais la Gauche, enfin victorieuse, aurait tort de se réjouir des divisions de la Droite. Son unité est, elle aussi, tactique, et son unanimisme électoral masque des divisions fondamentales :

— il existe une gauche « libérale », aux contours incertains, mais qui rejoint aujourd'hui la droite giscardienne dans son hostilité à toute politique de protection

contradictions



par
bertrand
renouvin

de l'activité nationale, à toute affirmation de l'identité nationale face à l'impérialisme culturel américain. Ainsi on estime « ridicules » les mesures prises par Michel Jobert pour limiter la pénétration de certains produits, et l'on qualifie de « socialisme des imbéciles » le mouvement de défense contre les excès de la politique des Etats-Unis. Intéressants symptômes, qui mériteraient un examen approfondi (2).

— Il existe une gauche « industrialiste », représentée par J.-P. Chevènement, qui est au fond très proche de la tradition pompidolienne dont J. Chirac est l'héritier. Cette gauche défend l'idée d'un projet industriel national et espère retrouver le chemin d'une croissance économique vigoureuse. Cette tendance, actuellement très influente, entend se dégager de la domination étrangère et semble prête à affirmer nos intérêts face à nos partenaires du Marché commun.

— La troisième sensibilité est celle du syndicalisme autogestionnaire. Méprisée par les « industrialistes » qui voient dans le Mouvement de Mai 1968 une des figures du Mal, un peu oubliée depuis l'effacement du courant gauchiste, elle vient de s'exprimer à nouveau par la bouche d'Edmond Maire qui dénonce « la confiance aveugle faite à la technologie, le maintien du productivisme, le repli nationaliste, le caractère technocratique des décisions... » (3)

Etre « de gauche » ne signifie donc plus grand chose aujourd'hui, puisque ni les nationalisations, ni la décentralisation, ni le projet industriel, ni le projet culturel

ne font l'unanimité dans cette famille éclatée - que la volonté revancharde de la droite - et l'attitude fédératrice du Président de la République parviennent cependant à rassembler.

NATURE DE L'ENJEU

Souligner ces contradictions, au risque de trop grossir le trait, n'est pas se moquer : les questions qui divisent la gauche sont essentielles pour l'avenir de notre société et nul n'est en mesure d'apporter des réponses pleinement satisfaisantes. Essayons cependant de préciser la nature de l'enjeu.

Entre le libéralisme théorique et pratique d'une certaine gauche et l'affirmation d'un projet industriel national, le choix n'est pas difficile puisque nous subissons encore les conséquences désastreuses de la politique de « laisser faire » (4). Le projet présidentiel, les efforts de J.-P. Chevènement, les décisions de M. Jobert représentent la dernière chance de notre pays, s'il veut conserver une existence économique et une liberté de choix. Dire cela n'est pas une complaisance, mais la reconnaissance d'une nécessité conjoncturelle.

Cependant, et c'est là que se situe le véritable débat, il ne suffit pas d'affirmer la nécessité d'un développement de la technologie et d'une augmentation de l'activité économique nationale. Comme Edmond Maire, nous n'avons cessé de dénoncer la logique du système industriel, l'illusion de la technique, les conséquences désastreuses de la mystique de la puissance. Or il devient toujours plus évident que la crise, par delà les facteurs monétaires et les effets pervers de la concurrence sauvage, est d'abord engendrée par un système industriel que plus personne ne parvient à dominer, par les conséquences, que personne n'est en mesure de prévoir, des innovations technologiques.

Cela signifie que la révolution économique, et surtout culturelle, reste à faire. Mais la conjoncture la rend particulièrement difficile dans la mesure où il faut réparer les dégâts, parer au plus pressé, tout en essayant de repenser nos orientations. Telle est la question essentielle, qui n'est pas résolue, et qui risque de ne pas l'être.

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir « Royalistes » numéro spécial Été 1981.

(2) Voir « Le Nouvel Observateur » 13-19 novembre 82.

(3) « Le Monde » 10 novembre 1982.

(4) Pour une critique approfondie, voir « Cahiers Royalistes » numéro 11.

(5) Voir l'éditorial du N°367 (« Quelle catastrophe ? ») dont cet article est le prolongement.

(6) Cf l'excellent ouvrage d'Ingmar Grenstedt « L'impasse industrielle » (Seuil). Prix franco : 70 F.